

LOI N° 91-12
PORTANT PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR
DU FOLKLORE ET DES DROITS VOISINS

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier – La présente loi a pour objet la protection du droit d'auteur, du folklore et des droits voisins à savoir les droits des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion.

TITRE I
DU DROIT D'AUTEUR ET DU FOLKLORE

CHAPITRE I
DU DROIT D'AUTEUR

SECTION I
PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR

Article 2 – L'auteur de toute œuvre originale de l'esprit, (littéraire, artistique ou scientifique) jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle, exclusif et opposable à tout dit "droit d'auteur".

Article 3 – Le droit d'auteur comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral et des attributs d'ordre patrimonial déterminés par la présente loi.

Article 4 – La protection prévue à l'article 2 n'est assujettie à aucune formalité.

Article 5 – Les œuvres sont protégées indépendamment de leur valeur et de leur destination.

SECTION II
ŒUVRES PROTEGEES

Article 6 – Sont notamment considérées comme œuvres de l'esprit au sens de la présente loi :

- 1) les livres, brochures et autres écrits ;
- 2) les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature ;

- 3) les œuvres créées pour la scène, aussi bien dramatiques et dramatico-musicales que chorégraphiques, pantomimes et comiques dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ;
- 4) les œuvres musicales, qu'elles aient ou non une forme écrite et qu'elles soient ou non accompagnées de paroles ;
- 5) les œuvres picturales et les dessins, lithographiques, gravures à l'eau forte ou sur bois et autres du même genre ;
- 6) les sculptures, bas-relief et mosaïques de toutes sortes ;
- 7) les œuvres d'architectures, aussi bien les dessins et maquettes que la construction elle-même ;
- 8) les tapisseries et les œuvres créées par les métiers artistiques et les arts appliqués, aussi bien les croquis ou modèles que l'œuvre elle-même, qu'il s'agisse d'œuvres artisanales ou d'œuvres produites selon des procédés industriels ;
- 9) les cartes, dessins et reproductions graphiques et plastiques de nature scientifique ou technique ;
- 10) les œuvres cinématographiques, radiophoniques et audiovisuelles ;
- 11) les œuvres photographiques à caractère artistique ou documentaire, auxquelles sont assimilées aux fins de la présente loi les œuvres exprimées par un procédé analogue à la photographie ;
- 12) les traductions, arrangements et adaptations des œuvres susmentionnées ;
- 13) les recueils d'œuvres littéraires ou artistiques tels que les encyclopédies et anthologies ;
- 14) les programmes d'ordinateur ;
- 15) le folklore et les œuvres inspirées du folklore tels que décrits au chapitre II ci-dessous.

Article 7 – Le titre de l'œuvre est protégé comme l'œuvre elle-même dès lors qu'il présente un caractère original.

Nul ne peut, même si l'œuvre n'est plus protégée au sens de la présente loi, utiliser ce titre pour individualiser une œuvre de même genre, si cette utilisation est susceptible de provoquer une confusion.

Article 8 – Au sens de la présente loi on entend :

- par "Œuvre originale" une œuvre qui, dans ses éléments caractéristiques et dans sa forme ou dans sa forme seulement, permet d'individualiser son auteur.
- par "Œuvre dérivée" une œuvre basée sur des éléments préexistants.

- par “Œuvre de collaboration” une œuvre dont la réalisation est issue du concours de deux ou plusieurs auteurs indépendamment du fait que cette œuvre constitue un ensemble indivisible ou qu’elle se compose de parties ayant un caractère de création autonome.
- par “Œuvre composite” une œuvre nouvelle à laquelle est incorporée une œuvre préexistante ou des éléments d’une œuvre préexistante sans la collaboration de l’auteur de cette dernière.
- par “Œuvre collective” une œuvre créée sur l’initiative d’une personne physique ou morale qui la divulgue sous sa direction et son nom et dans laquelle la contribution personnelle des divers auteurs participants à son élaboration se fond dans l’ensemble en vue duquel elle est conçue, sans qu’il soit possible d’attribuer à chacun d’eux un droit distinct sur l’ensemble réalisé.
- Par “œuvre posthume” une œuvre rendue accessible au public seulement après le décès de l’auteur.

SECTION III

ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES

Article 9 – L’œuvre cinématographique est la propriété de la personne physique ou morale qui prend l’initiative de sa réalisation et la responsabilité de son exploitation.

Cette personne dénommée producteur est réputée investie des droits d’auteur.

Article 10 – Le producteur est tenu avant d’entreprendre la production de l’œuvre cinématographique, de conclure des contrats écrits avec les créateurs intellectuels de l’œuvre cinématographique notamment :

- 1 – l’auteur du scénario ;
- 2 – l’auteur de l’adaptation ;
- 3 – l’auteur des compositions musicales avec ou sans paroles spécialement réalisées pour l’œuvre ;
- 4 – le réalisateur ;
- 5 – l’auteur du texte parlé.

Ces contrats, sauf clause contraire, exception faite de ceux conclus avec les auteurs des compositions musicales avec ou sans paroles, comportent cessions au profit du producteur du droit d’exploitation cinématographique.

Article 11 – Le réalisateur d’une œuvre cinématographique est la personne physique qui assume la direction et la responsabilité artistique de la transformation en image et son, du découpage et du montage final de cette œuvre.

Article 12 – L’œuvre cinématographique est réputée réalisée dès que la première “copie standard” a été établi d’un commun accord entre le réalisateur et le producteur.

Article 13 – Si l'un des créateurs intellectuels de l'œuvre cinématographique refuse d'achever sa contribution à cette œuvre ou se trouve dans l'impossibilité de l'achever par suite de force majeure, il ne pourra pas s'opposer à l'utilisation, en vue de l'achèvement de l'œuvre, de la partie de cette contribution déjà réalisée.

Article 14 – Sauf stipulation contraire, les créateurs intellectuels d'une œuvre cinématographique peuvent disposer librement de leur contribution personnelle en vue de son exploitation dans un genre différent, à la condition de ne pas porter préjudice à l'exploitation de l'œuvre à laquelle ils ont collaboré.

SECTION IV

DEFINITION ET CONTENU DU DROIT D'AUTEUR

I – DROITS INTELLECTUELS ET MORAUX

Article 15 – Les droits intellectuels et moraux consistent dans le droit de l'auteur :

- à défendre son œuvre ;
- à décider de la divulgation de son œuvre ;
- à faire respecter son nom ; sa qualité et l'intégrité de son œuvre ;
- à revendiquer la paternité de son œuvre et exiger que son nom soit indiqué lors de l'accomplissement de l'un des actes mentionnés à l'article 18.

Article 16 – Le nom de l'auteur doit être indiqué dans la mesure et de la manière conformes aux bons usages sur tout exemplaire reproduisant l'œuvre et chaque fois que l'œuvre rendue accessible au public.

Nul ne doit faire subir à l'œuvre aucune modification sans le consentement écrit de son auteur. Nul ne doit la rendre accessible sous une forme ou dans des circonstances qui porteraient préjudice à son honneur ou à sa réputation.

Article 17 – les droits reconnus à l'auteur en vertu des articles 15 et 16 sont inaliénables et imprescriptibles.

II – DROITS PATRIMONIAUX

Article 18 – L'auteur jouit du droit exclusif d'exploiter son œuvre sous quelque forme que ce soit et d'en tirer un profit pécuniaire. Il a notamment le droit exclusif d'accomplir ou d'autoriser une autre personne à accomplir l'un quelconque des actes suivants :

- 1 - Reproduire l'œuvre sous une forme matérielle quelconque y compris sous la forme de films cinématographiques et d'enregistrements sonores, par tous procédés qui permettent de la communiquer au public ;
- 2 - Représenter, exécuter ou réciter l'œuvre en public par quelque moyen ou procédé que ce soit, y compris la radiodiffusion sonore ou visuelle ;
- 3 - Communiquer l'œuvre au public par fil, par haut-parleur ou par tout autre procédé ou moyen de transmission de sons ou d'images ;

- 4 – Faire une traduction, une adaptation, un arrangement, ou toute autre transformation de l'œuvre.

Au sens du présent article, l'œuvre comprend aussi bien l'œuvre sous sa forme originale que sous une forme dérivée de l'original.

Article 19 – l'accomplissement d'un des actes cités à l'article 18 ci-dessus par un tiers ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation écrite de l'auteur, de ses ayants droit ou de l'organisme de gestion du droit d'auteur.

Toute reproduction ou représentation partielle ou intégrale faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou de l'organisme de gestion du droit d'auteur est illicite.

SECTION V

LIMITATIONS GENERALES AU DROIT D'AUTEUR

Article 20 – Lorsque l'œuvre a été licitement rendue accessible au public, l'auteur ne peut en interdire :

1 – La communication telle que représentation, exécution, radiodiffusion :

- a) Si elles sont privées, effectuées exclusivement dans un cercle de famille et ne donnent lieu à aucune forme de recette ;
- b) Si elles sont effectuées gratuitement à des fins strictement éducatives ou scolaires ou au cours d'un service religieux dans des locaux réservés à cet effet ;

2 – Les reproductions, traductions et adaptations, destinées à un usage strictement personnel et privé ;

3 – La parodie, le pastiche et la caricature, compte tenu des lois du genre.

Article 21 – Sont licites, sous réserve que le titre de l'œuvre et le nom de son auteur soient mentionnés, les analyses et courtes citations tirées d'une œuvre déjà, licitement rendue accessible au public, à condition qu'elles soient conformes aux bons usages et dans la mesure où elles sont justifiées par le but scientifique, critique, polémique, d'enseignement ou d'information à atteindre, y compris les citations d'articles de journaux et recueils périodiques sous forme de revue de presse.

De telles citations et analyses peuvent être utilisées en version originale ou en traduction.

Article 22 – Sous réserve de la mention du nom de l'auteur et de la source, et à condition que le droit de reproduction n'en ait pas été expressément réservé, peuvent être reproduits par la presse ou radiodiffusés à des fins d'information :

- Les articles d'actualité politique, sociale et économique publiés en version originale ou en traduction ;
- Les discours prononcés en public dans les cérémonies officielles, réunions et assemblées politiques, judiciaires, administratives ou religieuses ;

Article 23 – A l’occasion de comptes rendus d’un événement d’actualité par le moyen de la photographie, de la cinématographie, ou par voie de radiodiffusion sonore ou visuelle, sont licites, dans la mesure où ils sont justifiées par le but d’information à atteindre, l’enregistrement, la reproduction et la communication publique des œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques qui peuvent être vues ou entretenues au cours dudit événement.

Article 24 – Est licite, la reproduction en vue de la cinématographie, de la télévision et de la communication publique des œuvres d’art figuratif et d’architecture placée de façon permanente dans un lieu public et dont l’inclusion dans le film ou dans l’émission n’a qu’un caractère accessoire ou incident par rapport au sujet principal.

SECTION VI

LIMITATION DES DROITS DE TRADUCTION ET DE REPRODUCTION

Article 25 – Nonobstant les dispositions de l’article 18, la traduction d’une œuvre en français et dans les langues nationales et la publication de cette traduction au Togo, en vertu d’une autorisation accordée par l’autorité compétente, sont licites même en l’absence de l’autorisation de l’auteur.

Article 26 – Nonobstant également les dispositions de l’article 18, la reproduction d’une œuvre et la publication d’une édition déterminée de cette œuvre sur le territoire togolais, en vertu d’une licence accordée par l’autorité compétente, est licite même en l’absence de l’autorisation de l’auteur.

SECTION VII

ENREGISTREMENTS EPHEMERES

Article 27 – Nonobstant toujours les dispositions de l’article 18, l’organisme de radiotélévision peut faire, pour ses émissions et par ses propres moyens techniques et artistiques, en vue d’une radiodiffusion différée par des nécessités honoraires ou techniques, un enregistrement éphémère en un ou plusieurs exemplaires de toutes œuvres qu’il est autorisé à radiodiffuser.

Tous les exemplaires doivent être détruits dans un délai de six mois à compter de leur fabrication ou dans tout autre délai plus long auquel l’auteur aura donné son accord.

Toutefois un exemplaire de cet enregistrement peut être conservé dans les archives officielles lorsqu’il présente un caractère exceptionnel de documentation, sans préjudice de l’application des dispositions de l’article 15.

SECTION VIII

TITULAIRE DU DROIT D'AUTEUR

Article 28 – les droits protégés par la présente loi appartiennent avant tout à l'auteur ou aux auteurs qui ont créé l'œuvre.

Article 29 – L'auteur d'une œuvre est, sauf preuve contraire, celui sous le nom de qui l'œuvre est divulguée.

Article 30 – L'œuvre est réputée créée indépendamment de toute divulgation du seul fait de sa conception et de sa réalisation même inachevée.

Article 31 – L'œuvre de collaboration appartient en commun aux coauteurs. Ceux-ci exercent leurs droits d'un commun accord ; en cas de désaccord, il appartient à la juridiction compétente de statuer.

Lorsque la participation de chacun des coauteurs relève de genres différents, chacun pourra, sauf convention contraire, exploiter séparément sa contribution personnelle sans toutefois porter préjudice à l'exploitation de l'œuvre commune.

Article 32 – Est considéré comme auteur d'une œuvre collective, la personne physique ou morale qui organise et divulgue ladite œuvre ou en dirige la création.

Article 33 – Les auteurs des œuvres pseudonymes ou anonymes jouissent sur celles-ci des droits reconnus par la présente loi.

Ils sont représentés dans l'exercice de ces droits par l'éditeur ou le publicateur originaire tant qu'ils n'auront pas fait connaître leur identité réelle et justifié de leur qualité.

La déclaration prévue à l'alinéa précédent pourra être faite par testament. Toutefois sont maintenus les droits qui auraient pu être acquis antérieurement par des tiers. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsque le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute sur son identité réelle.

Article 34 – L'œuvre composite est la propriété de l'auteur qui l'a réalisée, sous réserve des droits de l'auteur de l'œuvre préexistante.

Article 35 – Les auteurs de traductions, d'adaptations, transformations ou arrangements des œuvres de l'esprit, jouissent de la protection instituée par la présente loi sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale tels que définis à la section IV ci-dessus.

Il en est de même des auteurs d'anthologie ou recueils d'œuvres diverses qui par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles.

SECTION XI

DUREE DE LA PROTECTION

Article 36 – Le droit d’auteur subsiste pendant la vie de l’auteur et pendant les cinquante années civiles à compter de la fin de l’année de son décès.

Dans le cas d’une œuvre de collaboration, est seule prise en considération pour le calcul de cette durée la date du décès du dernier collaborateur survivant.

Article 37 – Le droit d’auteur subsiste :

- a) pendant les cinquante années civiles à compter de la fin de l’année au cours de laquelle l’œuvre a été licitement rendue accessible au public dans le cas :
 - 1- d’œuvres anonymes ou pseudonymes, à moins que l’identité de l’auteur de l’œuvre ne soit connue avant l’expiration de la période prévue par le présent article auquel cas la période prévue à l’article 36 sera applicable ;
 - 2- d’œuvres cinématographiques ;
 - 3- d’œuvres posthumes ;
 - 4- d’œuvres collectives.

En cas de publication échelonnée d’une œuvre collective le délai court à compter du 1^{er} janvier de l’année civile qui suit la publication de chaque élément.

Toutefois, si la publication est entièrement réalisée dans un délai de vingt ans à compter de la publication d’un premier élément, la durée du droit exclusif pour l’ensemble prend fin seulement à l’expiration de la cinquantième année suivant celle de la publication du dernier élément.

- b) pendant les vingt-cinq années à compter de la fin de l’année du décès de l’auteur dans le cas d’œuvres photographiques ou des arts appliqués.

Article 38 – Aux droits pécuniaires de l’auteur est attaché un privilège général sur les biens du débiteur. Ce privilège survit à la faillite et à la liquidation judiciaire. Il s’exerce immédiatement après celui qui garantit le salaire des gens de service.

Article 39 – Dans le cas d’œuvres posthumes, les droits mentionnés à l’article 18 appartiennent aux ayants droit de l’auteur pendant la période prévue à l’article 36 alinéa 1^{er} ci-dessus, si l’œuvre est divulguée au cours de la période prévue à cet article.

Si l’œuvre est divulguée après l’expiration de cette période, ce droit appartient aux propriétaires des manuscrits ou originaux afférents à l’œuvre, qui effectuent ou font effectuer la publication.

Les œuvres posthumes doivent faire l’objet d’une publication séparée sauf dans le cas où elles ne constituent qu’un fragment d’une œuvre précédemment publiée. Elle ne peuvent être jointes à des œuvres du même auteur précédemment publiées si les ayants droit de l’auteur jouissent encore sur celles-ci des droits patrimoniaux.

Article 40 – Dans tous les cas, ces délais courent jusqu’à la fin de l’année au cours de laquelle ils seraient venus à expiration.

SECTION X

TRENSFERT DES DROITS D’AUTEUR

Article 41 – Le droit d’exploitation peut être cédé en totalité ou en partie, à titre onéreux ou gratuit à une personne physique ou morale.

Toutefois :

1 – La cession doit être constatée par un acte authentique ou passé en la forme administrative sous peine de nullité ;

2 – Le cession par l’auteur de tout ou partie de l’un de ses droits n’emporte celle d’aucun autre de ses droits ;

3 – Lorsqu’un contrat comporte la cession de l’un des droits, la portée en est limitée aux modes d’exploitation prévus au contrat ;

4 – La personne à laquelle a été cédé le droit d’exploitation d’une œuvre ne peut, sauf convention contraire, transmettre ce droit à un tiers sans l’accord du titulaire originaire du droit ;

5 – La cession globale des œuvres futures est nulle sauf si elle est consentie par l’auteur à un organisme professionnel d’auteurs.

Article 42 – Le contrat d’exploitation doit préciser le domaine d’exploitation des droits cédés quant à leur étendue, leur lieu, leur durée d’exploitation ainsi que la rémunération de l’auteur ou de ses ayants droit.

Article 43 – La cession à titre onéreux doit comporter au profit de l’auteur, une participation proportionnelle aux recettes de toutes natures provenant de la vente ou de l’exploitation.

Toutefois la rémunération de l’auteur peut être évaluée forfaitairement :

- Si la base de calcul de la participation proportionnelle ne peut être déterminée avec précision ;
- Si les moyens de contrôler l’application de la participation font défaut ;
- Si la nature et les conditions de l’exploitation rendent trop onéreuse ou impossible l’application de la règle de rémunération proportionnelle.

Article 44 – Le transfert de la propriété de l’exemplaire unique ou d’un ou plusieurs exemplaires d’une œuvre n’emporte pas le transfert du droit d’auteur sur l’œuvre.

En cas d’abus notoire du propriétaire empêchant l’exercice du droit de divulgation, le tribunal civil pourra prendre toute mesure appropriée.

Article 45 – Est licite la conclusion d'un contrat de commande d'œuvres plastiques comportant une exclusivité temporaire n'excédant pas cinq (5) années et respectant l'indépendance et la liberté d'expression de l'auteur.

Article 46 – Les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation et de traduction sont accessibles à titre onéreux ou gratuit.

La cession par l'auteur de ces droits sur son œuvre peut être totale ou partielle. Elle doit comporter au profit de l'auteur, une participation aux recettes provenant de la vente ou de l'exploitation.

SECTION X I

DROIT DE SUITE

Article 47 – Les auteurs d'œuvres graphiques, plastiques et de manuscrits ont, nonobstant toute cession de l'œuvre originale, un droit inaliénable de participation au produit de la vente de cette œuvre faite aux enchères publiques ou par l'intermédiaire d'un commerçant. Ce droit est appelé "droit de suite".

Après le décès de l'auteur, ce droit de suite subsiste au profit de ses héritiers pendant la période de protection prévue à l'article 36. Ce droit est constitué par un prélèvement de 5% sur le produit de la vente au bénéfice de l'auteur ou de ses héritiers.

SECTION X II

DES CONTRATS

I – CONTRATS D'AUTEUR

Article 48 – Les contrats par lesquels l'auteur ou ses ayants droit autorisent la représentation ou l'édition de leurs œuvres doivent être constatés par écrit sous peine de nullité. Il en est de même des autorisations gratuites d'exécution. Ces contrats doivent faire mention du mode d'exploitation et du mode de rémunération fixés par l'auteur ou ses ayants droit.

Article 49 – La transmission des droits de l'auteur est subordonnée à la condition que chacun des droits cédés fasse l'objet d'une mention distincte dans l'acte de cession et que le domaine d'exploitation des droits soit délimité quant à son étendu, sa destination, son lieu et sa durée.

II – CONTRATS D'EDITION

Article 50 – Le contrat d'édition est celui par lequel l'auteur de l'œuvre ou ses ayants droit cèdent à l'éditeur à des conditions déterminées, le droit de fabriquer ou de faire fabriquer en nombre suffisant des exemplaires de l'œuvre, à charge pour lui d'en assurer la publication et la diffusion.

Ce contrat d'édition doit faire mention du nombre minimum d'exemplaires constituant le premier tirage, sauf s'il prévoit un minimum de droits d'auteur garantis par l'éditeur.

Il doit prévoir une rémunération proportionnelle aux produits d'exploitation, sauf cas de rémunération forfaitaire prévu à l'article 43.

Article 52 – L'auteur est tenu :

- de garantir à l'éditeur l'exercice exclusif du droit cédé, sauf convention contraire ;
- de faire respecter ce droit et de le défendre contre toute atteinte qui lui serait portée ;
- de permettre à l'éditeur de remplir ses obligations et notamment de lui remettre dans le délai prévu au contrat, l'objet de l'éditeur en forme qui permette la fabrication normale.

L'objet de l'édition reste la propriété de l'auteur.

Article 53 – L'éditeur est tenu :

- d'effectuer ou de faire effectuer la fabrication selon les conditions, dans la forme et suivant les modes d'expression prévues au contrat ;
- de n'apporter à l'œuvre aucune modification sans l'autorisation écrite de l'auteur ;
- sauf convention contraire, de faire figurer sur chacun des exemplaires : le nom, le pseudonyme ou la marque de l'auteur ;
- sauf convention spéciale, de réaliser l'édition dans le délai fixé par les usages de la profession ;
- d'assurer à l'œuvre une exploitation permanente et suivie et une diffusion commerciale conformément aux usages de la profession ;
- de restituer à l'auteur l'objet de l'édition après achèvement de la fabrication.

Article 54 – L'éditeur est également tenu de fournir à l'auteur toutes justifications propres à établir l'exactitude de ses comptes.

L'auteur pourra, à défaut de modalités spéciales prévues au contrat, exiger au moins une fois l'an la production par l'éditeur d'un état mentionnant le nombre d'exemplaires fabriqués en cours d'exercice et précisant la date et l'importance des tirages, ainsi que le nombre des exemplaires en stock.

Sauf convention contraire, cet état mentionnera également le nombre des exemplaires vendus par l'éditeur, celui des exemplaires inutilisables ou détruits par cas fortuit ou force majeure ainsi que le montant des redevances dues ou versées à l'auteur.

Toute clause contraire sera réputée non écrite. Ni la faillite, ni la liquidation judiciaire de l'éditeur n'entraînent la résiliation du contrat.

Le syndic ne peut procéder à la vente en solde ou à la réalisation des exemplaires fabriqués que quinze jours au moins après avoir averti l'auteur de son intention, par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'auteur possède, sur tout ou partie des exemplaires un droit de péremption. A défaut d'accord, le prix de rachat sera fixé à dire d'experts.

Article 55 – Il est licite pour l'auteur d'accorder à un éditeur un droit de préférence pour l'édition des œuvres futures à condition qu'elles soient relatives à un genre déterminé. Ce droit est limité pour chaque genre à cinq (5) ouvrages nouveaux à compter de la date de signature du contrat d'édition conclu pour la première œuvre ou à la production réalisée dans un délai de cinq (5) ans à compter de la même date.

Article 56 – Le contrat d'édition prend fin, indépendamment des cas prévus par le droit commun ou par des articles précédents, lorsque l'éditeur procède à la destruction totale des exemplaires.

La réalisation a lieu de plein droit lorsque, sur mise en demeure par l'auteur lui impartissant un délai convenable, l'éditeur n'a pas procédé à la publication de l'œuvre ou, en cas d'épuisement à sa réédition.

L'édition est considérée comme épuisée si deux demandes de livraison d'exemplaires adressées à l'éditeur ne sont pas satisfaisantes dans les six mois.

En cas de décès de l'auteur, si l'œuvre est inachevée, le contrat est résilié en ce qui concerne la partie de l'œuvre non terminée, sauf accord entre l'éditeur et les ayants droit de l'auteur.

Article 57 – Ne constitue pas un contrat d'édition au sens de l'article 50 le contrat dit : "à compter d'auteur".

Par un tel contrat, l'auteur ou ses ayants droit versent à l'éditeur une rémunération convenue à charge pour ce dernier de fabriquer en nombre, dans la forme et suivant les modes d'expression déterminés au contrat, des exemplaires de l'œuvre et d'en assurer la publication et la diffusion.

Ce contrat constitue un louage d'ouvrage régi par la convention, les usagers et les dispositions du code civil.

Article 58 – ne constitue pas un contrat d'édition le contrat dit : "de compte à demi".

Par un tel contrat, l'auteur ou ses ayants droit chargent un éditeur de fabriquer à ses frais et en nombre des exemplaires de l'œuvre, dans la forme et suivant les modes d'expression déterminés au contrat et d'en assurer la publication et la diffusion moyennant l'engagement réciproque contracté de partager les bénéfices et les pertes d'exploitation dans la proportion prévue.

Ce contrat constitue une association en participation.

III – CONTRAT DE REPRESENTATION

Article 59 – Le contrat de représentation est celui par lequel l'auteur d'une œuvre ou ses ayants droit autorisent une personne physique ou morale à représenter ladite œuvre à des

conditions qu'ils déterminent. Il est conclu pour une durée limitée ou pour un nombre déterminé de communication au public.

Sauf stipulation expresse de droit exclusif, il ne confère à l'entrepreneur de spectacles aucun monopole de l'exploitation.

La validité des droits exclusifs accordés par l'auteur dramatique ne peut excéder cinq (5) années. L'interruption des représentations durant une année met fin de plein droit au contrat.

Article 60 – Est dit “contrat général de représentation”, le contrat par lequel un organisme professionnel d'auteur confère à un entrepreneur de spectacle, la faculté de représenter pendant la durée du contrat les œuvres actuelles ou futures constituant le répertoire dudit organisme aux conditions déterminées par l'auteur ou ses ayants droit.

Article 61 – Est “Entrepreneur de spectacle” toute personne physique ou morale qui, occasionnellement, ou de façon permanente, représente, exécute, fait représenter ou exécuter, dans un établissement admettant le public et par quelques moyens que ce soit, des œuvres protégées au sens de la présente loi.

Article 62 – L'entrepreneur de spectacle est tenu de se munir de l'autorisation préalable et de régler les droits d'auteur correspondants.

L'entrepreneur de spectacle ne peut transférer le bénéfice de son contrat sans le consentement écrit de l'auteur ou de son représentant.

Article 63 – L'entrepreneur de spectacle est tenu :

1 – de déclarer à l'auteur ou à ses représentants le programme exact des représentations ou exécutions publiques ;

2 – de leur fournir un état justifié de ses recettes ;

3 – de leur verser le montant des redevances prévues ;

4 – d'assurer la représentation ou l'exécution publique dans les conditions techniques propres à garantir les droits intellectuels et moraux de l'auteur.

SECTION XIII

DOMAINE PUBLIC PAYANT

Article 64 – A l'expiration des périodes de protection fixées par la présente loi, les œuvres de l'auteur tombent dans le domaine public.

Le droit d'exploitation des œuvres tombées dans le domaine public est administré par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) créé par l'article 73 de la présente loi.

Article 65 – La représentation, l'exécution publique et la reproduction de ces œuvres nécessitent une autorisation de cet organisme. Cette autorisation est, s'il s'agit d'une manifestation à but lucratif, accordée moyennant le paiement d'une redevance calculée sur les recettes brutes de l'exploitation.

Le taux de cette redevance est égal à la moitié de celui habituellement appliqué pour les œuvres de même catégorie pendant la période protégée. Les produits de cette redevance sont consacrés à des fins culturelles et sociales en faveur des auteurs togolais.

CHAPITRE II

ŒUVRES DU FOLKLORE NATIONAL

Article 66 – Le folklore appartient à titre originaire au patrimoine national.

Au sens de la présente loi, le folklore est l'ensemble des productions littéraires et artistiques créées sur le territoire national par des auteurs anonymes, inconnus ou oubliés présumés ressortissants togolais ou des communautés ethniques togolaises, transmises de génération en génération et constituant l'un des éléments fondamentaux du patrimoine culturel national.

Article 67 – Les œuvres du folklore national sont protégées sans limitation de temps.

Article 68 – L'adaptation du folklore ou l'utilisation d'éléments empruntés au folklore doit être déclarée au Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Article 69 – La représentation ou l'exécution publique, la reproduction par quelque procédé que ce soit du folklore national, en vue d'une exploitation lucrative, sont subordonnées à l'autorisation préalable du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) moyennant le paiement d'une redevance dont le montant sera fixé selon les conditions en usage dans chacune des catégories de création considérées.

Les produits de cette redevance seront gérés par l'organisme visé dans l'alinéa ci-dessus et affectés à des fins culturelles et sociales en faveur des auteurs togolais.

Article 70 – Les dispositions de l'article 69 ci-dessus ne sont pas applicables lorsque les œuvres du folklore national sont utilisées par une personne publique à des fins non lucratives.

Cependant, cette personne publique est tenue de faire une déclaration au Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Article 71 – Les exemplaires des œuvres du folklore national, de même que les exemplaires des traductions, arrangements et autres transformations de ces œuvres, fabriqués sans autorisation du Bureau Togolais du Droit d'Auteur, ne peuvent être ni importés, ni exportés, ni distribués.

Article 72 – Les redevances dues à l'occasion de la collecte d'une œuvre folklorique sont réparties comme suit :

- 1- Collecte sans arrangement ni apport personnel ;
 - 50% à la personne qui a réalisé la collecte ;
 - 50% au Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA)
- 2 - Collecte avec arrangement ou adaptation ;
 - 75% à l'auteur ;

- 25% au Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA)

Ces redevances seront déterminées par le décret prévu à l'article 76 ci-dessous.

CHAPITRE III

DE L'ORGANISME NATIONAL DE GESTION DE DROIT D'AUTEUR

Article 73 – il est créé un établissement public à caractère professionnel dénommé : Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) placé sous la tutelle du Ministère de la Culture. Ce bureau doté de la personnalité juridique est chargé de la gestion et de la défense des droits tels qu'ils sont définis dans la présente loi.

Article 74 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA), a seul qualité, à l'exclusion de toute personne physique ou morale, pour agir comme intermédiaire entre l'auteur ou ses ayants droit et les usagers des œuvres protégées pour la délivrance des autorisations et la perception des redevances y afférentes.

Article 75 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) gèrera sur le territoire national les intérêts des diverses sociétés d'auteurs étrangères dans le cadre des conversations ou accords, dont il sera appelé à convenir avec elles.

Article 76 – l'organisation et le fonctionnement du Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) seront déterminés par décret.

CHAPITRE IV

PROCEDURES ET SANCTIONS

Article 77 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) a qualité pour ester en justice pour la défense des intérêts dont il a la charge.

Article 78 – A la requête de tout auteur d'une œuvre protégée, de ses ayants droit ou du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA), le Président du Tribunal civil ou de ses sections détachées pourra ordonner éventuellement en référé :

- La saisie en tous lieux des exemplaires fabriqués ou en cours de fabrication d'une œuvre illicite reproduite, ainsi que le matériel utilisé à cet effet ;
- La saisie des recettes provenant de toute reproduction ou communication publique effectuée illicitement ;
- La suspension de toute fabrication, représentation ou exécution publique en cours ou annoncée constituant une contrefaçon ou un acte préparatoire à une contrefaçon ;
- Le Président du Tribunal civil peut ordonner la constitution préalable par le saisissant d'un cautionnement.

Les dispositions ci-dessus, sauf le cautionnement sont applicables dans le cas d'exploitation non autorisée du folklore ou d'une œuvre tombée dans le domaine public.

Article 79 – A la requête de tout auteur d'une œuvre protégée par la présente loi, de ses ayants droit ou du Bureau Togolais du Droit d'Auteur, et en cas de circonstances exceptionnelles, les huissiers ou les greffiers sont tenus, sur ordonnance du Président du Tribunal, de procéder à la saisie des exemplaires constituant une reproduction illicite ou illicitement utilisée, en tous lieux, même en dehors des heures prévues par le code de procédure civile et d'en dresser immédiatement procès-verbal.

Article 80 – Dans les trente jours de la date de l'ordonnance prévue à l'article 78 ou du procès-verbal de saisie prévue à l'article 79, le saisi ou le tiers saisi peut demander au Président du Tribunal de prononcer la mainlevée de la saisie ou de fixer une caution ou encore d'autoriser la reprise de cette fabrication ou de cette exploitation

Le Président du Tribunal statuant en référé peut, s'il fait droit à la demande du saisi ou du tiers saisi, ordonner à la charge du demandeur la consignation d'une somme affectée à la garantie des dommages et intérêts auxquels l'auteur pourrait prétendre.

Article 81 – Faute par le saisissant de saisir la juridiction compétente dans les trente jours de la saisie, mainlevée de cette saisie pourra être ordonnée, à la demande du saisi ou du tiers saisi par le Président du Tribunal statuant en référé, sauf si des poursuites pénales sont en cours.

Le Tribunal ou la Cour d'Appel le cas échéant, doit statuer dans un délai de trente jours sous peine de caducité de la saisie

Article 82 – Lorsque les produits d'exploitation revenant à l'auteur d'une œuvre de l'esprit auront fait l'objet d'une saisie-arrêt, le Président du Tribunal pourra ordonner le versement à l'auteur, à titre alimentaire, d'une somme d'au moins 25% des sommes saisies.

Article 83 – est considérée comme responsable de la reproduction ou de la communication publique illicite, la personne morale ou physique qui a laissé dans son établissement et de façon illicite, reproduire ou communiquer au public des œuvres protégées, ou qui a omis de se munir de l'autorisation préalable du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA). Elle est passible d'une amende égale au double des redevances dues.

Article 84 – est interdit et constitue le délit de contrefaçon, toute édition, reproduction, représentation ou diffusion par quelque moyen que ce soit, ou l'importation et la diffusion à des fins commerciales sur le territoire togolais d'une œuvre protégée en violation des dispositions de la présente loi.

Article 85 – La peine sera de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 500. 000 à 1.000. 000 de francs, s'il est établi que le coupable s'est livré habituellement aux actes visés à l'article précédent.

En cas de récidive, après condamnation prononcée en vertu de l'alinéa précédent, la fermeture temporaire ou définitive des établissements exploités par le contrefacteur d'habitude ou ses complices pourra être prononcée.

Article 86 – Les coupables seront, en outre, condamnés à la confiscation des sommes égales au montant des parts des recettes produites par la reproduction, la représentation ou la

diffusion illicite, ainsi qu'à la confiscation de tout matériel spécialement installé en vue de la reproduction illicite et de tous les exemplaires ou objets contrefaits.

Article 87 – Le matériel et les exemplaires contrefaits ainsi que les recettes ou part des recettes ayant donné lieu à une confiscation seront remis à l'auteur ou ses ayants droit pour les indemniser d'autant du préjudice qu'ils auront subi.

Le reste de l'indemnité, s'il n'y a eu aucune confiscation de matériel, d'objets contrefaits ou de recettes sera réglé par les voies ordinaires.

Article 88 – Les autorités de police et de gendarmerie sont tenues à la demande des représentants du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) de leur prêter leur concours et leur protection.

Article 89 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur a autorité pour désigner des représentants assermentés habilités à contrôler l'exécution des prescriptions de la présente loi sur tout le territoire togolais.

Article 90 – La preuve matérielle des infractions à la réglementation relative à la protection du droit d'auteur peut résulter des procès-verbaux des officiers ou agents de police judiciaire ou des agents assermentés du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Article 91 – En cas d'infraction aux dispositions de l'article 47, l'acquéreur, le vendeur et la personne chargée de procéder à la vente aux enchères publiques pourront être condamnés solidairement à des dommages-intérêts au profit des bénéficiaires du droit de suite.

Article 92 – Tout usager d'œuvre de l'esprit (hôteliers, restaurateurs, tenanciers de bar, propriétaire de boîtes de nuit, de magasins sonorisés, de véhicules publicitaires...) qui ne s'acquittera pas du paiement de sa redevance en vertu d'un contrat avec un auteur ou du contrat de représentation général conclu entre lui et le Bureau Togolais du Droit d'Auteur, se verra sur ordonnance de référé, suspendre l'exécution musicale dans son établissement et saisir le matériel utilisé.

CHAPITRE V

CHAMP D'APPLICATION DU TITRE I

Article 93 – Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux contrats en cours dont l'exécution se poursuivra jusqu'au terme prévu lors de la conclusion de la convention.

Article 94 – La présente loi s’applique :

- aux œuvres des ressortissants togolais ;
- aux œuvres des ressortissants étrangers dont la première publication a lieu au Togo ;
- aux œuvres des ressortissants étrangers domiciliés au Togo ;
- aux œuvres d’architectures réalisées au Togo et à toute œuvre d’art faisant corps avec bâtiment situé sur le territoire togolais.

Les œuvres n’entrant pas dans l’une des catégories visées ci-dessus ne bénéficient de la protection prévue par la présente loi qu’à condition que le pays où réside ou dont est ressortissant le titulaire originaire du droit d’auteur accorde une protection équivalente aux œuvres des ressortissants togolais.

Toutefois, aucune atteinte ne pourra être portée à l’intégrité ni à la paternité de ces œuvres. Les droits d’auteur concernant ces œuvres sont versés au Bureau Togolais du Droit d’Auteur.

Les pays pour lesquels la condition de réciprocité prévue à l’alinéa 2 ci-dessus est considérée comme remplie, sont déterminés par arrêté conjoint du Ministre chargé de la Culture et du Ministre des Affaires étrangères.

TITRE II

DES DROITS VOISINS

CHAPITRE I

DEFINITIONS

Article 95 – Aux termes de la présente loi, on entend :

1 – par “artistes interprète ou exécutants”, les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent ou exécutent de toute autre manière des œuvres littéraires ou artistiques ;

2 – par “fixation”, l’incorporation de sons, d’images ou de sons et d’images dans un support matériel suffisamment permanent ou stable pour permettre leur perception, reproduction ou communication, d’une manière quelconque, durant une période conforme à celle fixée à l’alinéa 1^{er} de l’article 27 de la présente loi ;

3 – par “phonogramme”, toute fixation exclusivement sonore de sons provenant d’exécution ou d’autres sons ;

4 – par “copie d’un phonogramme”, tout support matériel contenant des sons repris directement ou indirectement d’un phonogramme et qui incorpore la totalité ou une partie substantielle des sons dans ce phonogramme ;

5 – par “producteur de phonogramme”, la personne physique ou morale qui, la première, fixe les sons provenant d’une exécution ou d’autres sons ;

- 6 – par “publication”, la mise à la disposition du public d'exemplaires d'un phonogramme en quantité suffisante ;
- 7 – par “distribution au public”, tout acte dont l'objet est d'offrir un phonogramme ou ses copies, directement, au public en général ou toute partie de celui-ci ;
- 8 – par “radiodiffusion”, la diffusion de sons ou d'images et de sons par le moyen des ondes radioélectriques, aux fins de réception par le public ;
- 9 – par “réémission”, l'émission simultanée par un organisme de radiodiffusion d'une émission d'un autre organisme de radiodiffusion ;
- 10 – par “reproduction”, la réalisation d'un ou plusieurs exemplaires d'une fixation ou d'une partie substantielle de cette fixation.

CHAPITRE II

ACTES SOUMIS A L'AUTORISATION DES ARTISTES INTERPRETES OU EXECUTANTS

Article 96 – Nul ne peut, sans l'autorisation des artistes interprètes ou exécutants, accomplir l'un quelconque des actes suivants :

- a) La radiodiffusion de leur interprétation ou exécution sauf lorsque la radiodiffusion :

- 1 – est faite à partir d'une fixation de l'interprétation ou de l'exécution autre qu'une fixation faite en vertu de l'article 111 ci-dessous ;

- 2 – est une réémission autorisée par l'organisme de radiodiffusion qui émet le premier l'interprétation ou l'exécution ;

- b) la communication au public de leur interprétation ou exécution, sauf lorsque cette communication est faite :

- 1 – soit à partir d'une fixation de l'interprétation ou de l'exécution ;

- 2 – soit à partir d'une radiodiffusion de l'interprétation ou de l'exécution ;

- c) la fixation de leur interprétation ou exécution non fixée ;

- d) la reproduction d'une fixation de leur interprétation ou exécution dans l'un quelconque des cas suivants :

- 1 – lorsque l'interprétation ou l'exécution avait été initialement fixée sans leur autorisation ;

- 2 – lorsque la reproduction est faite à des fins autres que celles pour lesquelles les artistes ont donné leur autorisation ;

3 – lorsque l'interprétation ou l'exécution avait été initialement fixée conformément aux dispositions des articles 109 et 111 mais que la reproduction est faite à des fins autres que celles visées dans ces articles.

Article 97 – En l'absence d'accord contraire ou de conditions d'emploi impliquant normalement le contraire :

- a) L'autorisation de radiodiffusion n'implique pas l'autorisation de permettre à d'autres organismes de radiodiffusion d'émettre l'interprétation ou l'exécution ;
- b) l'autorisation de radiodiffuser n'implique pas l'autorisation de fixer l'interprétation ou l'exécution ;
- c) l'autorisation de radiodiffuser et de fixer l'interprétation ou l'exécution n'implique pas l'autorisation de reproduire la fixation ;
- d) l'autorisation de fixer l'interprétation ou l'exécution et de reproduire cette fixation n'implique pas l'autorisation de radiodiffuser l'interprétation ou l'exécution à partir de la fixation ou de ses reproductions.

Article 98 – Dès que les artistes interprètes ou exécutants ont autorisé l'incorporation de leur interprétation ou exécution dans une fixation d'images ou d'images et de sons, les dispositions des articles 96 et 97, c) et d) ci-dessus cessent d'être applicables.

Article 99 – aucune disposition du présent chapitre ne doit être interprétée comme retirant aux artistes interprètes ou exécutants le droit de passer des accords réglant de façon plus favorable pour eux les conditions de toute utilisation de leurs interprétations ou exécutions.

Article 100 – la protection des artistes interprètes ou exécutants au sens de la présente loi subsiste pendant une période de vingt cinq années à compter de la fin de l'année au cours de laquelle l'interprétation ou l'exécution a eu lieu.

Article 101 – Les autorisations requises par l'article 96 peuvent être données par l'artiste interprète ou exécutant ou par un représentant dûment habilité à délivrer de telles autorisations ou par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Article 102 – Toute autorisation délivrée par un artiste interprète ou exécutant déclarant qu'il a conservé les droits pertinents, ou par une personne se prétendant dûment habilitée comme représentant des artistes interprètes ou exécutants, ou par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur est considérée comme valable à moins que le bénéficiaire ait su ou ait eu de bonnes raisons de croire que la délégation de pouvoir n'était pas valable.

CHAPITRE III

ACTES SOUMIS A L'AUTORISATION DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES

Article 103 – Nul ne peut, sans l'autorisation du producteur du phonogramme, accomplir l'un quelconque des actes suivants :

- a) la reproduction directe ou indirecte de son phonogramme ;

- b) l'importation de copies non autorisées du phonogramme en vue de leur distribution au public ;
- c) la distribution au public de telles copies.

Article 104 – Pour bénéficier de la protection prévue aux articles 96, 97 100 et 103, tous les exemplaires des phonogrammes mis dans le commerce ou leurs étuis, porteront une mention constituée par le symbole (P) (la lettre “P” dans un cercle) accompagné de l'indication de l'année de la première publication et montrant de façon nette que la protection est réservée. Si les exemplaires ou leurs étuis ne permettent pas d'identifier au moyen du nom, de la marque ou de toute autre désignation appropriée, le producteur ou le titulaire de la licence accordée par le producteur, la mention devra comprendre également le nom du titulaire des droits du producteur. Enfin si les exemplaires ou leurs étuis ne permettent pas d'identifier les principaux interprètes ou exécutants, la mention devra comprendre également le nom de la personne qui, dans le pays où la fixation a eu lieu, détient les droits de ces artistes.

Article 105 – La protection des producteurs de phonogrammes au sens de la présente loi subsiste pendant une période de vingt cinq années à compter de la fin de l'année au cours de laquelle le phonogramme a été initialement réalisé.

Article 106 – Lorsqu'un phonogramme publié à des fins de commerce ou une reproduction de ce phonogramme est utilisé directement pour la radiodiffusion ou la communication au public, une rémunération équitable et unique sera versée par l'utilisateur au Bureau Togolais du Droit d'Auteur qui la répartira selon les modalités suivantes :

- 50 % au profit des artistes interprètes ou exécutants ;
50 % au producteur du phonogramme si ce dernier est couvert par l'article 116 de la présente loi ; ou dans le cas contraire, versé à un fonds national destiné à secourir et à former les artistes interprètes et exécutants togolais ;
- La somme reçue du Bureau Togolais du Droit d'Auteur sera partagée entre les artistes interprètes ou exécutants ou utilisée par ceux-ci, conformément aux accords existants entre eux ;
- Le droit à une rémunération équitable au titre du présent article subsiste pendant une période de vingt cinq années à compter de la fin de l'année au cours de laquelle ce phonogramme a été initialement réalisé.

CHAPITRE IV

ACTES SOUMIS A L'AUTORISATION DES ORGANISMES DE RADIODIFFUSION

Article 107 – Nul ne peut, sans l'autorisation de l'organisme de radiodiffusion, accomplir l'un quelconque des actes suivants :

- la réémission de ses émissions de radiodiffusion ;

- la fixation de ses émissions de radiodiffusion ;
- la reproduction d'une fixation de ses émissions de radiodiffusion :
 - a) lorsque la fixation à partir de laquelle la reproduction a été faite n'a pas été autorisée ;
 - b) lorsque l'émission de radiodiffusion a été initialement fixée conformément aux dispositions des articles 109 et 110 mais que la reproduction est faite à des fins autres que celles visées dans cet article.

Article 108 – La protection des organismes de radiodiffusion au sens de la présente loi subsiste pendant une période de vingt cinq années à compter de la fin de l'année au cours de laquelle l'émission de radiodiffusion a eu lieu.

CHAPITRE V

LIMITES DE LA PROTECTION

Article 109 – Les dispositions concernant la protection des droits voisins de la présente loi ne sont pas applicables lorsque les actes visés par ces dispositions sont accomplis :

- a) pour l'utilisation privée ;
- b) pour les comptes rendus d'évènements d'actualité, à condition qu'il ne soit fait usage que de courts fragments d'une interprétation ou exécution d'un phonogramme ou d'une émission de radiodiffusion ;
- c) pour l'utilisation uniquement à des fins d'enseignement ou de recherche scientifique dans les conditions fixées par l'article 110 ci-dessous ;
- d) pour des citations sous forme de courts fragments, d'une interprétation ou exécution, d'un phonogramme ou d'une émission de radiodiffusion, sous réserve que de telles citations soient conformes aux bons usages et justifiées par leur but d'information ;
- e) à toutes autres fins constituant des exceptions concernant des œuvres protégées par le droit d'auteur en vertu de la présente loi.

Article 110 – Le ministère chargé de la Culture délivre des licences pour la production de copies de phonogrammes lorsque cette reproduction est destinée à l'usage exclusif de l'enseignement ou de la recherche scientifique, est réalisée et distribuée sur le territoire du Togo à l'exclusion de toute exploitation de copies, et comporte pour le producteur de phonogramme une rémunération équitable fixée par ledit Ministère en tenant compte en particulier du nombre de copies à réaliser et à distribuer.

Article 111 – les autorisations requises par les articles 96, 103, 106 et 107 pour faire des fixations d'interprétations ou d'exécutions et démissions de radiodiffusion et reproduire de telles fixations et pour reproduire des phonogrammes publiés à des fins de commerce ne sont pas exigées, lorsque la fixation ou la reproduction est faite par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses propres émissions, sous réserve :

- a) que pour chacune des émissions d'une fixation, d'une interprétation ou d'une exécution ou de ses reproductions, faites en vertu du présent alinéa, l'organisme de radiodiffusion ait le droit de radiodiffuser l'interprétation ou l'exécution dont il s'agit ;
- b) que pour chacune des émissions d'une fixation, ou d'une reproduction d'une telle fixation, faite en vertu du présent alinéa, l'organisme de radiodiffusion ait le droit de radiodiffuser l'émission ;
- c) que pour toute fixation faite en vertu du présent alinéa ou de ses reproductions, la fixation et ses reproductions détruites dans un délai égal à celui qui s'applique aux fixations et reproductions d'œuvres protégées par le droit d'auteur à l'article 27 de la présente loi, à l'exception d'un exemplaire unique gardé exclusivement comme archive.

CHAPITRE VI

PROCEDURE ET SANCTION

Article 112 – Toute personne physique ou morale, dont les droits prévus par la présente loi ont été violés peut demander la répartition des dommages subis en raison de la violation, y compris le paiement de tous profits réalisés par le contrevenant ainsi, le cas échéant, des dommages-intérêts.

Article 113 – Toute personne qui délivre des autorisations au nom d'artistes interprètes ou exécutants sans y être dûment habilitée, ou toute personne qui, sciemment, agit sous le couvert d'une telle autorisation illicite, sera punie d'une amende de 100 000 à 500 000 francs.

Article 114 – indépendamment des moyens de recours prévus à l'article 112, quiconque, sciemment, viole ou provoque la violation des droits protégés par le titre II de la présente loi, est passible d'une amende de 500 000 francs à 1 000 000 francs, et, en cas de récidive, d'une amende de 1 000 000 francs à 2 000 000 francs et d'un emprisonnement d'un à trois ans ou l'une de ces peines seulement.

CHAPITRE VII

CHAMP D'APPLICATION DU TITRE II

Article 115 – La présente loi protège :

- 1) L'artiste interprète ou exécutant ressortissant du Togo ;
- 2) L'artiste interprète ou exécutant étranger domicilié au Togo ;
- 3) L'interprétation ou l'exécution effectuée sur le territoire togolais ;
- 4) L'interprétation ou l'exécution fixée dans un phonogramme protégé aux termes de l'article 116 ;
- 5) L'interprétation ou l'exécution non fixée dans un phonogramme mais incorporée dans une émission de radiodiffusion protégée aux termes de l'article 117.

Article 116 – La présente loi protège les phonogrammes :

- 1) Lorsque le producteur est un ressortissant du Togo ;
- 2) Lorsque le producteur étranger est domicilié au Togo ;
- 3) Lorsque la première fixation des sons a été faite au Togo ;
- 4) Lorsque le phonogramme a été publié pour la première fois au Togo.

Article 117 – Elle protège les émissions de radiodiffusion :

- 1) Lorsque le siège de l'organisation est situé sur le territoire togolais ;
- 2) Lorsque l'émission de radiodiffusion a été retransmise à partir d'une station située sur le territoire togolais ;

Article 118 – la présente loi n'affecte en rien le droit des personnes physiques ou morales d'utiliser, dans les conditions stipulées ci-dessus, les fixations et reproductions faites, de bonne foi, avant la date de son entrée en vigueur.

Les dispositions du titre II sur la protection des artistes interprètes ou exécutants des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion ne doivent en aucune façon être interprétées comme limitant ou portant atteinte à la protection assurée par ailleurs à toute personne physique ou morale en vertu de toute autre loi de protection de droit d'auteur ou en vertu de tout accord international ratifié par le Togo.

DISPOSITIONS FINALES

Article 119 – Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi.

Article 120 – la présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 10 Juin 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

Pour Ampliation

Le Ministre Délégué
à la Présidence de la République

Gbégnon AMEGBOH

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DE LA JEUNESSE
DES SPORTS ET DE LA CULTURE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Union – Paix – Solidarité

DECRET N° 91-199 portant organisation et fonctionnement
du Bureau Togolais du Droit d’Auteur (BUTODRA)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République togolaise en son article 15 ;

Vu la loi N° 91-12 du 10 juin 1991 portant protection du Droit d’Auteur, du Folklore et
des Droits Voisins ;

Vu le décret n° 72/159 du 7 juillet 1972 portant création du ministère de la Jeunesse, des Sports
et de la Culture ;

Vu le décret n° 91/110 du 14 mai 1991 portant restructuration du gouvernement.

Le Conseil des Ministres entendu

DECRETE :

TITRE PREMIER : GENERALITES

CHAPITRE I : DEFINITION ET ATTRIBUTIONS

Article premier – Le présent décret détermine les modalités d'application de la loi relative à la protection du Droit d'Auteur, du Folklore et des Droits Voisins au Togo.

Il précise les attributions, l'organisation et le fonctionnement du BUREAU TOGOLAIS DU DROIT D'AUTEUR (BU.TO.DR.A)

Art. 2 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) est un Etablissement public à caractère professionnel, sans but lucratif et doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 3 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) a son siège à Lomé. Il peut ouvrir des bureaux ou agences à l'intérieur du pays. Le siège peut être transféré en tout lieu du territoire national par arrêté du ministre chargé de la Culture sur proposition du Conseil d'Administration.

Art. 4 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) a pour objet :

- a) La protection et la défense sur le territoire national et à l'étranger, des intérêts professionnels et patrimoniaux des auteurs d'œuvres littéraires et artistiques ressortissants ou domiciliés au Togo ou de leurs ayants droit.
- b) La contribution à la promotion de la créativité nationale par tous moyens appropriés relevant de sa compétence.

A ce titre,

Il administre, à titre exclusif sur le territoire national et à l'étranger, le cas échéant par voie d'accords de réciprocité, tous droits relatifs à la représentation ou à l'exécution publique, à la radiodiffusion, à la télévision, à la communication publique, par fil ou sans fil ou par câble, à la reproduction graphique ou mécanique, à la traduction, à l'adaptation et à tout autre procédé de reproduction en République togolaise, ainsi que le droit de suite.

A cet effet, il agit comme intermédiaire exclusif pour la conclusion des contrats entre les titulaires de droit d'auteur et les utilisateurs desdites œuvres.

Il administre lesdits droits, à titre exclusif sur le territoire national pour le compte d'auteurs étrangers en application d'accords de réciprocité passés avec leurs mandataires respectifs.

Il reçoit et enregistre toutes déclarations permettant d'identifier les œuvres et leurs auteurs ou ayants droit.

Il reçoit auprès des utilisateurs desdites œuvres les redevances des droits d'auteur et des droits voisins.

Il répartit ces redevances entre les titulaires ou ayants droit intéressés.

Il veille à ce que soient remplies et respectées les conditions spécifiques pour l'octroi de licences obligatoires en intervenant préalablement à cet octroi.

Il sauvegarde, fait valoir et administre les droits relatifs à l'utilisation du patrimoine folklorique du Togo.

Il établit des formulaires types de contrats avec les utilisateurs d'œuvres protégées ou avec leurs organismes représentatifs.

Il exige des utilisateurs, au nom des auteurs ou de leurs ayants droit, le respect des conditions dont est assortie l'autorisation d'utiliser les œuvres protégées, et en cas de violation, fait valoir tous droits reconnus par la législation nationale ou les conventions internationales auxquelles la République Togolaise est partie, ou bien de son propre chef lorsqu'il s'agit de droits dont il assure l'administration à quelque titre que ce soit, ou bien sur demande expresse des intéressés dans tous les autres cas.

Il donne des informations ou des conseils aux auteurs ou à leurs ayants droit sur toutes questions relatives aux droits d'auteur.

Il fournit aux autorités compétentes des informations ou des avis concernant tous problèmes d'ordre législatif ou pratique relatifs aux droits d'auteur.

Il crée et gère un fonds social ou tout autre organe similaire de prévoyance, de solidarité ou d'entraide en faveur des auteurs ou de leurs héritiers, les modalités d'organisation et de fonctionnement d'un tel fonds ou organe étant déterminées dans un règlement distinct élaboré par le Conseil d'Administration.

Art. 5 – Un règlement intérieur du Bureau sera établi par le Conseil d'Administration pour fixer les conditions dans lesquelles le Bureau effectuera les opérations correspondant à son objet.

Art. 6 – Les conditions et modalités d'affiliation des auteurs au Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) seront fixées par arrêté du ministre chargé de la Culture sur proposition du Conseil d'Administration.

CHAPITRE II : REGIME ADMINISTRATIF

Art. 7 – La structure organique du Bureau Togolais du Droit d'Auteur comporte :

- 1- Le Conseil d'Administration
- 2- La Direction Générale.

I – LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 8 – Le Conseil d'Administration du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) est composé comme suit :

- une personnalité désignée par arrêté du ministre chargé de la Culture :
Président
- le Directeur des Affaires culturelles au Ministère chargé de la Culture ;
- un autre représentant du Ministère chargé de la Culture ;
- un représentant du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- un représentant du Ministère de l'Information ;
- un représentant du Ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique ;
- un représentant du Ministère de la Justice ;
- un représentant de la Direction chargée de la Propriété industrielle ;
- huit représentants des auteurs, éditeurs, artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion ;
- deux personnalités choisies par le ministre chargé de la Culture en raison de leur compétence ou qualification ou de l'intérêt qu'elles portent au rayonnement de la culture nationale.

Art. 9 – Les deux personnalités choisies par le ministre chargé de la Culture en raison de leur compétence ou qualification ou de l'intérêt qu'elles portent au rayonnement de la culture nationale sont désignées pour une durée de deux ans non renouvelable.

Le mandat des huit membres du conseil d'administration représentant les auteurs et leurs auxiliaires a une durée de deux (2) ans renouvelable une fois. Les fonctions de membres du Conseil d'Administration donnent droit à des jetons de présence dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration et approuvé par le Ministre de tutelle.

Il est mis fin de plein droit au mandat de tout membre qui s'abstient de se rendre à trois (3) séances consécutives du conseil sauf cas de force majeure dont la preuve doit être fournie au ministre de tutelle.

Art. 10 – Le Directeur Général et le commissaire aux comptes assistent aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative.

Art. 11 – Le Conseil d'Administration se réunit en session ordinaire au moins une fois par semestre sur convocation de son Président. Il se réunit également en session extraordinaire à la demande de l'autorité de tutelle, du Directeur Général ou des deux tiers de ses membres.

Art. 12 – Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le Président et par le Directeur Général. Ces procès-verbaux font mention des membres présents.

Art. 13 – Une ampliation du procès-verbal de chaque séance est adressée à l'autorité de tutelle dans le mois qui suit la tenue de la réunion.

Art. 14 – Le Conseil d'Administration du Bureau Togolais du Droit d'Auteur est chargé d'élaborer, de faire appliquer et de contrôler la politique générale du bureau.

Il entend les rapports du Directeur Général sur le fonctionnement du Bureau Togolais du Droit d'Auteur. Il examine et approuve.

- les comptes d'exploitation prévisionnels établis par la Direction Générale ;

- les documents de fin d'exercice (inventaire, comptes des résultats et bilan, rapport du commissaire aux comptes) ;
- les avals à donner ;
- les emprunts à contracter ;
- les participations à prendre ;
- les règlements intérieur et financier du Bureau ;
- les questions d'ordre social et professionnel intéressant les producteurs d'oeuvres ;
- le statut du personnel ;
- les acquisitions, ventes, échanges, location d'immeubles qui ne peuvent être réalisés qu'après approbation du ministre de tutelle ;
- les accords entre le Bureau Togolais du Droit d'Auteur et d'autres organismes poursuivant les mêmes buts ;
- la création de commissions et la désignation de leurs membres ;
- la création ou la suspension d'agences ou bureaux à l'intérieur du pays ;
- les donations ou legs faits au Bureau Togolais du Droit d'Auteur sous réserve de l'approbation du Ministère de tutelle.

Art. 15 – Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent pas être employés par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur.

Art. 16 – Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement qu'en la présence d'au moins deux tiers de ses membres. A défaut du quorum, une nouvelle réunion est convoquée dans un délai de quinze jours ; dans ce cas le Conseil délibère quelque soit le nombre des présents.

En cas d'absence du Président, le Conseil d'Administration du bureau désigne en son sein un président de séance.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou valablement représentés, majorité constatée par le Procès-verbal inscrit sur un registre spécial et signé par le président de séance.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 17 – L'ordre du jour de chaque réunion est établi par le Président du Conseil d'Administration sur proposition du Directeur Général du Bureau.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour sont, sauf urgence, adressées huit jours au moins avant la date de la réunion.

II – LA DIRECTION GENERALE

Art. 18 – Le Directeur Général est nommé par décret sur proposition du Ministre chargé de la culture. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Il ne peut avoir la qualité de créateur, d'ayant droit ou de cessionnaire d'œuvres de l'esprit.

Art. 19 – Le Directeur Général assure la gestion et l'administration du BUTODRA sous le contrôle du Conseil d'Administration qui lui délègue tous pouvoirs à cet effet. Il est responsable devant le Conseil et l'autorité de tutelle.

Sous réserve de l'inaliénabilité des immeubles et du matériel fixe apporté par l'Etat à titre de dotation, le Directeur Général dispose notamment des pouvoirs énumérés aux alinéas suivants qui sont énonciatifs et non limitatifs.

Il décide de tous achats, locations, échanges et aliénations des biens meubles et immeubles ainsi que tous retraits, transferts, concessions et aliénations de valeurs du Bureau.

Après avis conforme du Conseil d'Administration et de l'autorité de tutelle, il décide, dans le cadre de l'objet et sous réserve des autorisations administratives nécessaires, de la création de toutes sociétés ou du concours à la fondation de toutes sociétés.

Après avis conforme du Conseil d'Administration et de l'autorité de tutelle, il prend des participations dans toutes les affaires ou sociétés constituées ou à constituer par voies de souscription ou autres formes.

Il fait à toutes les sociétés constituées ou à constituer apport de telles parts de l'actif social qu'il appréciera et ne comportant point de risques de dissolution ou de restriction du BUTODRA.

Il reçoit en représentation tous titres, actions, obligations, droits sociaux ou rémunérations quelconques.

Il accepte dans toutes sociétés, sous réserve des incompatibilités définies au présent article, toutes fonctions, tous mandats de gérant, d'administrateur et autres et peut les faire exercer par délégué de son choix. Il fait établir et signer par tous délégués tous statuts, déclarations de souscriptions et versements ou autres actes utiles.

Il consent, accepte et résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente.

Après avis conforme du Conseil d'Administration, il hypothèque tous immeubles du Bureau, consent toutes antichrèses et délégations, donne tous gages, nantissements de quelque nature que ce soit, consent toute subrogation avec ou sans garantie.

Il accepte en paiement toutes annuités et délégations et accepte tous gages, hypothèques et autres garanties sous réserve de restriction mentionnée à l'alinéa 2 du présent article.

Il demande, accepte, rétrocède, modifie et résilie toutes concessions, prend part à toutes adjudications, fournit tout cautionnement ou en opère le retrait.

Il contracte des emprunts après avis du Conseil d'Administration et autorisation du Gouvernement.

Il autorise tous traités, compromis, transactions, acquiescements, désistements ainsi que toutes délégations, antériorités et subrogations avec ou sans garanties et toutes main-levées d'inscription, de saisie, d'opposition avant ou après paiement, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 du présent article.

Il arrête les comptes et fait un rapport sur les comptes ainsi que sur les activités et la situation du Bureau ; ces documents sont adressés au ministre de tutelle après approbation du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général nomme et révoque, dans le respect de la réglementation en vigueur, tous agents et employés du Bureau, à l'exception du personnel de direction, fixe leurs attributions ainsi que les conditions de leur admission.

Pour le recrutement et le licenciement du personnel de Direction, il requiert l'avis du Conseil d'Administration et du Ministre de tutelle.

Le Directeur Général peut donner des délégations de pouvoir à des membres du personnel pour la gestion courante du Bureau.

Art. 20 – La Direction Générale du Bureau Togolais du Droit d'Auteur comprend en outre :

- la Direction de la Perception, du Contrôle et de l'Informatique
- la Direction de la Documentation, de la Répartition et de la Statistique.
- la Direction des Affaires juridiques et des Relations internationales.
- la Direction du Fonds de Promotion culturelle, des Oeuvres sociales et de la Formation.
- la Direction des Affaires communes.

Les structures internes de ces différentes directions seront définies par arrêté du Ministre chargé de la Culture.

Art. 21– d'autres directions et services centraux pourront être créés ultérieurement compte tenu des besoins du BUTODRA.

Art. 22 – Les titulaires des différentes directions sont nommés par arrêté du Ministre chargé de la Culture.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions

Art. 23 – Les salaires et autres avantages du Directeur Général, des Directeurs et Chefs des services centraux sont fixés par le Conseil d'Administration et approuvés par le Ministre de tutelle.

TITRE II

FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I

PERSONNEL

Art.24 – Les membres du personnel du BUTODRA ne pourront, en aucun cas avoir la qualité de créateur d'œuvres de l'esprit, d'ayant droit ou de cessionnaire.

Art.25 – Le personnel du BUTODRA peut être :

- recruté parmi les fonctionnaires, conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

- engagé directement par le BUTODRA. Il est dans ce cas placé, en ce qui concerne ses droits et obligations sous le régime général du Code du travail.

Art.26 – Le BUTODRA, conformément à la loi sur la protection du Droit d’Auteur, du Folklore et des Droits Voisins, désignera les agents appelés à être assermentés après agrément du Ministre chargé de la Culture.

CHAPITRE II

GESTION FINANCIERE

Art.27 – Les recettes du BUTODRA se composent :

- des sommes représentant les droits d’auteur perçus pour le compte des auteurs ou de leurs ayants droit ;

- des sommes représentant les droits perçus pour le compte des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

- des sommes provenant des droits perçus à l’occasion de l’utilisation des œuvres tirées du folklore national ;

- des sommes provenant des droits perçus à l’occasion de l’utilisation des œuvres tombées dans le domaine public payant ;

- du produit des pénalités et indemnités, des dommages et intérêts résultant des actions judiciaires ;

- des intérêts de placement ;

- des subventions, dons et legs.

Art. 28 – Les dépenses du BUTODRA comprennent :

- les dépenses pour frais généraux de fonctionnement, d’équipement, d’investissement et de personnel ;

- les dépenses pour frais judiciaires et autres, nécessitées par la défense des droits des auteurs et des droits voisins ;

- le montant des droits d’auteurs et des droits voisins répartis entre les auteurs, leurs auxiliaires ou leurs ayants droit ;

Art. 29 – Les dépenses du BUTODRA seront prélevées sur l'ensemble des redevances perçues. Les taux des prélèvements destinés à la couverture des frais sont prévisionnellement fixés chaque année par le Conseil d'Administration sur proposition du Directeur Général et approuvés par le Ministre chargé de la Culture.

Art. 30 – Les redevances de droits d'auteur et des droits voisins perçues par le BUTODRA sont, après déduction des dépenses réelles, réparties entre les auteurs conformément aux barèmes adoptés par l'organisme.

Art. 31 – Dès la fin de chaque exercice et pour l'année écoulée, le Directeur Général établit :

- un compte de gestion qui comporte les recettes et les dépenses telles que définies aux articles 25 et 26 du présent décret ;

- un compte de gestion qui comporte les recettes et les dépenses afférentes au fonds social de prévoyance ;

- un bilan déterminant la situation du BUTODRA au dernier jour de l'exercice considéré.

Aux fins d'application du présent article, l'exercice comptable commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre.

CHAPITRE III

FONDS DE PROMOTION CULTURELLE

Art. 32 – Le Bureau Togolais du Droit d'Auteur est autorisé à ouvrir dans ses écritures un compte d'affectation spéciale dénommé : Fonds de Promotion Culturelle (FPC).

Art. 33 – Le Fonds de Promotion Culturelle (FPC) est alimenté annuellement par les versements suivants :

- 3% des perceptions opérées par le BUTODRA à titre de redevances de droit d'auteur et des droits voisins ;

- 5% des recettes des salles de spectacles gérées par le Ministère chargé de la Culture ;

- 15% des perceptions opérées au titre du folklore et du domaine public payant par le BUTODRA ;

- 5% des perceptions opérées au titre de l'identification et de l'expertise des objets d'art et d'artisanat destinés à l'exportation ;

- la participation volontaire de tout établissement à caractère commercial opérant sur le territoire national et dont le domaine d'activité principal concerne les productions artistiques et culturelles ou les biens à usage culturel (maison d'édition de livres ou de disques, librairie, maison de vente d'instruments et d'appareils de musique, de jouets, d'objets d'art, d'objets d'artisanat ou tout autre établissement similaire...)

- et toutes autres contributions publiques ou privées.

Les pourcentages ci-dessus mentionnés pourront être révisés par le Conseil d'Administration sur proposition du Directeur Général du BUTODRA.

Art. 34 – Les dépenses s'effectueront selon les règles normales des comptes d'affectation spéciale et pourront servir notamment.

- * à la construction d'infrastructures culturelles,
- * à l'achat d'équipements culturels,
- * à l'organisation de manifestations culturelles,
- * à la création d'industries culturelles.

Art. 35 – Le Directeur Général du BUTODRA est chargé de la gestion du Fonds de Promotion Culturelle sous le contrôle du Ministère chargé de la Culture qui en fixera par arrêté les modes de fonctionnement.

CHAPITRE IV : COMMISSARIAT AU COMPTE

Art. 36 – Un commissaire aux comptes auprès du BUTODRA est nommé par arrêté du Ministre des Finances.

Le commissaire aux comptes exerce sa mission conformément aux textes en vigueur.

Il procède au moins deux fois par an à une vérification approfondie des comptes de trésorerie et au moins une fois par an à une vérification approfondie de tous les comptes du Bureau.

Il adresse son rapport au Conseil d'Administration. En cas de décès, démission ou empêchement du commissaire, il est procédé d'urgence à la nomination d'un nouveau commissaire dans les conditions définies ci-dessus.

Le commissaire a droit à une rémunération fixée par le gouvernement sur proposition du Conseil d'Administration.

CHAPITRE V

AUTORITE DE TUTELLE

Art. 37 – L'autorité de tutelle du Bureau Togolais du Droit d'Auteur est le Ministre chargé de la Culture, conformément à l'article 73 de la Loi sur la protection, du Droit d'Auteur, du Folklore et des Droits Voisins.

Le Ministre de tutelle peut, à tout moment, provoquer une réunion du Conseil d'Administration. Dans ce cas, il propose l'ordre du jour.

Il reçoit procès-verbal de chacune des délibérations du Conseil d'Administration.

Il peut, dans la quinzaine qui suit la réception des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration, demander un nouvel examen de la question débattue.

Il peut également, dans la quinzaine suivant la nouvelle délibération du Conseil d'Administration provoquée par lui, demander qu'il soit sursis à l'exécution des décisions prises.

Dans ce cas, il rend compte immédiatement de son intervention au Gouvernement qui statue.

CHAPITRE VI

LIQUIDATION DU BUREAU TOGOLAIS DU DROIT D'AUTEUR

Art. 38 – En cas de dissolution du Bureau, approuvée par un décret, le Gouvernement règle le mode de sa liquidation.

Art. 39 – Les nationaux membres des sociétés précédemment habilitées à assurer l'exploitation et la protection des droits des auteurs d'œuvres de l'esprit, sont membres de plein droit du Bureau Togolais du Droit d'Auteur.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Art. 40 – Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 41 – Le Ministre chargé de la Culture est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Lomé, le 16 Août 1991

Pour Ampliation

Général Gnassingbé EYADEMA

Le Ministre Délégué
à la Présidence de la République

Gbegno AMEGBOH

CABINET

**ARRETE N° 1503 / MCC/CAB portant réglementation de la duplication,
l'importation et de la distribution des phonogrammes et
vidéogrammes au Togo.**

Vu l'acte N° 7 de la Conférence Nationale Souveraine en date du 23 août 1991 portant Loi Constitutionnelle organisant les Pouvoirs durant la Transition.

Vu la loi N° 91-12 du 10 juin 1991 portant protection du Droit d'Auteur, du Folklore et des Droits Voisins ;

Vu le décret N° 91/199 du 16 août 1991 portant organisation et fonctionnement du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) ;

Vu le décret N° 92-01/PR/PMRT du 16 septembre 1992 portant composition du Gouvernement d'Union Nationale de la République Togolaise.

A R R E T E

Article premier : La duplication au Togo comme à l'étranger de phonogrammes et de vidéogrammes destinés au Marché Togolais ainsi que l'importation des supports licitement dupliqués sont soumises à une autorisation du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Article 2 : La demande d'autorisation portera des précisions sur :

- l'adresse complète du demandeur ;
- la quantité de supports à dupliquer ;
- l'adresse complète de l'établissement chargé de la duplication ;
- le contrat liant le demandeur à l'auteur de l'œuvre ou à son ayant-droit ;
- si le demandeur est l'auteur ou l'ayant-droit de l'auteur ;
- la copie du certificat de dépôt de l'œuvre auprès d'une société d'auteur ;
- le numéro d'enregistrement de l'œuvre par ladite société.

Article 3 : L'octroi de l'autorisation par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur est subordonné au versement préalable du Droit de Reproduction Mécanique.

Article 4 : Tout phonogramme ou vidéogramme mis en vente ou en location sur le territoire togolais doit être revêtu d'une vignette d'authentification fournie par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur.

Article 5 : Les phonogrammes et vidéogrammes non revêtus de la vignette d'authentification seront considérés comme des articles pirates, saisis et traités conformément aux dispositions de la loi.

Article 6 : L'introduction sur le territoire togolais de phonogrammes ou de vidéogrammes destinés à la vente ou à la location non accompagnés de la copie de l'autorisation de duplication ou d'importation et de pièces pouvant prouver leur origine est formellement interdite.

Article 7 : L'importation, la distribution au Togo ou la réexportation du Togo de supports illicitement enregistrés ou dupliqués sont formellement interdites.

Article 8 : Tout établissement de fixation et de reproduction d'œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques est tenu de se faire agréer au Bureau Togolais du Droit d'Auteur.

Le dossier d'agrément comprend les pièces suivantes :

- une demande d'agrément ;
- un extrait légalisé des statuts de la société s'il s'agit d'une personne morale ;
- l'extrait du registre de commerce ;
- les documents justifiant la possession d'appareils de fixation ou de reproduction d'œuvres.

Article 9 : Aucune autorisation ne pourra être donnée pour la duplication d'œuvres sur le territoire national auprès d'un établissement non agréé par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Article 10 : Le montant du Droit de Reproduction Mécanique et de la vignette est fixé par décision du Ministre chargé de la Culture sur proposition du Directeur Général du Bureau Togolais du Droit d'Auteur après consultation des partenaires du Bureau.

Article 11 : Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Lomé, le 06 octobre 1992

Pour ampliation

Le Ministre

L'Attaché de Cabinet

B. K. AGBEKA

O. da CRUZ

BUREAU TOGOLAIS DU DROIT D’AUTEUR
(BUTODRA)

**DECISION N° 40/MCC/BUTODRA fixant le taux de la
reproduction mécanique des phonogrammes**

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

Vu la loi n° 91-12 du 10 juin 1991 portant protection du Droit d’Auteur, du Folklore et des Droits Voisins ;

Vu le décret n° 91-199 du 16 août 1991 portant organisation et fonctionnement du Bureau Togolais du Droit d’Auteur (BUTODRA) ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d’administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 93-003/PR du 17 février 1993 portant composition du Gouvernement de crise de la République Togolaise ;

Vu l’arrêté n° 1503/MCC/CAB du 06 octobre 1992 portant réglementation de la duplication, l’importation et la distribution des phonogrammes et vidéogrammes au Togo ;

Vu le procès-verbal de la réunion du BUTODRA et de ses partenaires tenue le 15 juin 1993 ;

Sur proposition du Directeur Général du Bureau Togolais du Droit d’Auteur ;

D E C I D E

Article premier : Le droit de reproduction mécanique des cassettes audio est fixé à cinquante (50) francs CFA par unité reproduite.

Article 2 : Toute reproduction mécanique de cassettes est subordonnée au versement préalable des droits de reproduction mécanique au Bureau Togolais du Droit d’auteur qui délivre une autorisation à cet effet.

Article 3 : Tout support dont la duplication n’a pas été subordonnée au versement préalable des droits de reproduction mécanique sera considéré comme produit de la piraterie, saisi et traité conformément aux dispositions de la loi.

Article 4 : La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République togolaise

Fait à Lomé, le 3 août 1993
Le Ministre

Benjamin K. AGBEKA

DECISION N° 220 / MEF / AD / DG

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant Code des douanes ;

Vu la loi n° 91-12 du 10 juin 1991 portant protection du Droit d'Auteur, du Folklore, et des Droits Voisins ;

Vu le décret n° 93-002/PR du 12 février 1993 portant composition du Gouvernement de crise de la République togolaise ;

Vu le décret n° 91-199 du 16 août portant organisation et fonctionnement du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA) ;

Vu l'arrêté n° 1503/MCC/CAB du 6 octobre 1992 portant réglementation de la duplication, de l'importation et de la distribution des phonogrammes et vidéogrammes du Togo ;

Sur proposition du Directeur Général des Douanes ;

D E C I D E

Article premier : L'importation et l'exportation de phonogrammes et de vidéogrammes sont désormais soumises à une autorisation du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Articles 2 : L'autorisation d'importation délivrée par le Bureau Togolais du Droit d'Auteur est une condition de recevabilité d'une déclaration en douane de phonogramme ou de vidéogramme.

Articles 3 : Le Directeur Général des Douanes est chargé de l'application de la présente décision qui prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 28 avril 1994

Do-Franck Faako FIANYO

ADMINISTRATION DES DOUANES
DIRECTION GENERALE

NOTE DE SERVICE N° 010/AD/DG relative à la décision n° 220/MEF/AD/DG
du 28 avril 1994 sur l'importation et l'exportation des phonogrammes
et des vidéogrammes

Je rappelle à toutes les unités douanières qu'en application de la décision n° 220/MEF/AD/DG du 28 avril 1994, l'importation ou l'exportation des phonogrammes et des vidéogrammes est soumise à l'autorisation préalable du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA), ceci dans le souci de lutter contre la piraterie des œuvres de l'esprit.

En conséquence, toute importation ou exportation ne remplissant pas cette condition fera systématiquement l'objet de saisie au cordon douanier.

J'attache du prix au respect scrupuleux de la présente note.

Lomé, le 09 mars 1995

Le Directeur Général des Douanes

T. L. BOROZE

N° 012/MID/SG/APA/AA

Lomé, le 10 août 1995

NOTE CIRCULAIRE
A Messieurs les Préfets, Sous-Préfets et Maires

Je vous informe qu'en vertu de la Loi n° 91-12 du juin 1991, il a été mis en place un organisme de gestion des droits d'auteur, dénommé "Bureau Togolais du Droit d'Auteur" (BUTODRA) et placé sous la tutelle du Ministère de la Communication et de la Culture.

Par conséquent, je vous demande de veiller à ce que, toutes les manifestations occasionnelles qui se dérouleront sur notre territoire et toutes les fois que la musique est utilisée, soient désormais subordonnées à l'autorisation préalable du Bureau Togolais du Droit d'Auteur et au paiement des redevances y afférentes.

Je vous invite à assurer une stricte application de ces dispositions.

Kodjo SAGBO

ADMINISTRATION DES DOUANES
DIRECTION GENERALE

***NOTE DE SERVICE N° 040/AD/DG relative à la protection des droits
d'auteur et à la lutte contre les contrefaçons***

A l'attention de Messieurs les Chefs des unités douanières.

Par note de service n° 010/AD/DG du 09 mars 1995, je rappelais à toutes les unités douanières qu'en application de la décision n° 220/MEF/AD/DG du 28 avril 1994, l'importation ou l'exportation des phonogrammes et des vidéogrammes est soumise à l'autorisation préalable du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA).

Malgré cet appel, il m'a été donné de constater que les importateurs, exportateurs et distributeurs d'œuvres continuent à introduire sur le territoire togolais et à exporter ou réexporter ces œuvres sans aucun respect des dispositions en vigueur et que jusqu'ici aucune saisie au cordon douanier n'a été faite.

Je rappelle aux chefs des Subdivisions, des Bureaux, des Postes et Brigades que l'importation ou l'exportation des phonogrammes et des vidéogrammes est et demeure, sauf autorisation du BUTODRA, interdite.

Les saisies opérées au cordon douanier et sur le territoire doivent être signalées au BUTODRA.

J'insiste une fois encore sur le respect scrupuleux des dispositions de cette note de service et demande aux Chefs des unités douanières d'en faire une large diffusion auprès des Agents placés sous leurs ordres.

Lomé, le 1^{er} septembre 1995

Le Directeur Général des Douanes

T. L. BOROZE

**MANIFESTATIONS SOUMISES A AUTORISATION
PREALABLE DU BUREAU TOGOLAIS DU DROIT
D'AUTEUR (BUTODRA)**

Conformément aux prescriptions :

- de la loi n° 91-12 du 10 juin 1991 portant protection du droit d'auteur, du folklore et des droits voisins, notamment en ses articles 18, 19, 62, 65, 69, 83, 96, 101 et 103 ;
- du décret n° 91-199 du 16 août 1991 portant organisation et fonctionnement du Bureau Togolais du Droit d'Auteur notamment en son article 4 ;
- de la note circulaire n° 012/MID/SG/APA-AA du 10 août 1995 du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à l'attention des Préfets, Sous-Préfets et Maires ;

Toutes manifestations publiques sans exception, avec utilisation d'œuvres de l'esprit : musique, théâtre, lecture publique, expositions d'art, projections audiovisuelles etc. faites de façons occasionnelles sur toute l'étendue du territoire national sont soumises à une autorisation préalable du Bureau Togolais du Droit d'Auteur.

La nature laïque, religieuse ou profane de la manifestation ne dispense pas l'organisateur de l'autorisation préalable du BUTODRA.

De même, aucune autorisation administrative ou politique pour des opportunités administratives, politiques ou sécuritaires ne dispense non plus l'organisateur de l'autorisation préalable du BUTODRA compte tenu de la spécialité de sa mission : gérer les intérêts et défendre les droits des créateurs d'œuvres de l'esprit et ceux de leurs auxiliaires.

L'autorisation du BUTODRA peut être gratuite ou payante, compte tenu de l'objectif visé par la manifestation.

L'appréciation du caractère onéreux ou gratuit de l'autorisation est laissée à la Direction Générale du BUTODRA.

Le Directeur Général

K. A. AYI